

# Haïti déblayée à la pioche et à la brouette

Deux ans après le séisme dévastateur du 12 janvier, les Haïtiens charrient toujours, jour et nuit, des tonnes de gravats qu'ils recyclent. Avant, enfin, de rebâtir.

## Port-au-Prince. Correspondance

Un travail de forçat. Pioches, pelles, brouettes, seaux et chaîne humaine ont envahi Port-au-Prince. Objectif : venir à bout des 10 millions de m<sup>3</sup> de gravats. « **Beaucoup de sites sont trop escarpés pour y faire entrer des engins lourds de déblaiement. On fait avec les moyens du bord** », explique Guy Laroche, ingénieur de J/P HRO, ONG américaine particulièrement engagée dans le déblaiement.

Ce matin de novembre, dans le quartier de Néréte, à Pétionville, il supervise plus de 400 ouvriers. Depuis l'aube, hommes et femmes charrient des tonnes de béton et de ferraille, sous un soleil de plomb. Le chantier dure depuis des semaines, dans la poussière et les ordures ménagères qui jonchent les ruelles. « **C'est dur comme travail, soupire Enock, manœuvre de 26 ans. Mais faut le faire, c'est l'avenir du pays.** »

### Déchris d'hier et toits de demain

Parfois, tout s'arrête. « **Il est déjà arrivé qu'on tombe sur des corps ensevelis depuis le séisme**, poursuit Guy Laroche. **On cesse alors le chantier, le temps que la famille indique ce qu'elle souhaite faire.** » Pas toujours simple de retrouver des proches ou les propriétaires des ruines.

Beaucoup vivent encore dans les camps. Mais le contact est facilité par les ouvriers qui, pour la plupart, habitent le quartier. « **Dans tous ces programmes supervisés par le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud), nous privilégions l'embauche des riverains. La démolition passe par l'appropriation des communautés** », précise Afke Bootsman, responsable du projet sur le terrain.

Les ouvriers sont payés 5,90 € la journée. Un salaire correct. La demande à l'embauche excède l'offre.



Un chantier de démolition, dans le quartier de Néréte, à Pétionville, dans la banlieue de Port-au-Prince, capitale d'Haïti.

« **Nous avons modifié les critères de rémunération**, détaille Afke Bootsman. **Avant, c'était le principe du cash for work. Désormais, c'est le cash for production, c'est-à-dire au nombre de m<sup>3</sup> déblayés.** » Sur certains chantiers, la quantité récupérée a été multipliée par cinq.

Les gravats représentent l'équivalent de 4 000 piscines olympiques ! En deux ans, la moitié a été déblayée. La tâche titanesque ne s'arrête pas aux bennes qui filent, jour et nuit, dans de monstrueux embouteillages, vers la décharge de Truitier. « **Nous veillons aussi au recyclage**, poursuit Afke Bootsman. **Plus de la moitié des gravats peut être réutilisée pour la voirie ou la fabrication de matériaux de construction.** »

Pour éviter tout trafic, une bourse aux gravats a été ouverte. Pour mettre en relation ceux qui déblayaient et ceux

qui reconstruisent. Ce que fait Entrepreneurs du monde, une ONG française. « **Nous aidons les petits entrepreneurs à transformer ces gravats en matière première** », confirme Guillaume Mellot, son coordinateur général. « **Nous pouvons en faire des matériaux de construction, du**

**meuble domestique comme des lavabos ; ou urbain comme des poubelles ou des lampadaires** », détaille sa collègue Sokchearta Ith, responsable du recyclage. Pour que les débris du séisme d'hier deviennent les toits de demain.

Valérie PARLAN.

## Repères

**Victimes.** Le tremblement de terre du 12 janvier 2010, d'une magnitude de 7,3 sur l'Échelle de Richter, a tué 222 650 Haïtiens. Et il en a blessé 300 000. Le nombre de disparus n'a pu être chiffré.

**Destructions.** Les trois quarts de la capitale Port-au-Prince ont été détruits, soit 80 000 bâtiments. Dans tout le pays, 2,1 millions de personnes ont été déplacées. Les chantiers de

reconstruction devraient employer 3 000 personnes. Le Fonds pour la reconstruction d'Haïti (FRH), ouvert en mai 2010, a recueilli 19,5 millions d'euros.

**Choléra.** L'épidémie, apparue fin 2010, après l'arrivée d'un contingent de Casques bleus pakistanais, a infecté 520 000 personnes et en a tué 7 000. Plus d'un an après, 200 cas sont encore déclarés quotidiennement.

**accumulent. Il faut stabiliser les terrains. Cela exige de gros travaux.** » Quant à la reconstruction des quartiers détruits, elle passe d'abord par la formation des habitants au risque sismique. « **Il s'agit de faire comprendre au plus grand nombre pourquoi une maison s'est effondrée, et en quoi ça n'est pas irréversible.** » C'est, aux yeux de l'architecte, beaucoup plus efficace, et économiquement plus satisfaisant, que de faire venir de l'étranger du préfabriqué.

Bernard LE SOLLEU.

Site Internet : [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)

## En souvenir d'Antoine, tué au Niger

Un livre posthume est édité alors qu'un hommage a été rendu, hier, aux deux jeunes morts après leur enlèvement, il y a un an.

### L'histoire

Antoine de Léocour et son ami Vincent Delory avaient été enlevés le 7 janvier 2011 au Niger par des membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, et tués lors d'un assaut donné le lendemain au Mali. Hier, à Linselles (Nord), leurs familles ont demandé la « **vérité** » sur leur décès.

Au lendemain de la mort d'Antoine, Marie-Françoise Roy, présidente de l'Association d'échangeurs solidaires Cesson-Dankassari, avait promis de terminer le travail commencé par le jeune homme en 2008. Il faisait alors un stage au Niger pour ses études, au sein de Tarbiyya Tatali, réseau auquel appartient l'association de Cesson-Sévigny, près de Rennes.

« **Antoine avait contribué à notre projet culturel avec une enquête sur les premiers élèves nigériens de l'école-mission des Pères blancs à Dogon Douchi** », explique Marie-Françoise Roy. Une série de dix entretiens avec d'anciens élèves devenus professeurs, directeurs d'écoles, journalistes, que le jeune homme n'avait pas eu le temps de rédiger.

Un an après sa mort, paraît cette brochure d'une trentaine de pages, dont certaines illustrées, signée de manière posthume Antoine



Antoine de Léocour.

de Léocour. Il définissait ainsi son travail : « **J'aimerais prendre mon sujet de mémoire à contre-pied. Etudier l'histoire de la colonisation d'un point de vue africain...** » Touchés par la démarche de l'association, les parents d'Antoine ont financé une grande partie de l'impression de l'ouvrage et l'ont dédié. Le produit de la vente financera les actions de Tarbiyya Tatali à Dogon Douchi. Là-bas, elle sera distribuée gratuitement. Pour que vive le souvenir d'Antoine dans ce Niger qu'il chérissait.

Muriel MANDINE.

École-mission, Antoine de Léocour, 4 €, à commander sur le site : [www.tarbiyya-tatali.org/](http://www.tarbiyya-tatali.org/)

## La tempête brise le navire échoué

La Nouvelle-Zélande redoute de nouvelles fuites de fioul sur ses côtes déjà souillées.



Le porte-conteneurs Rena s'était échoué le 5 octobre.

Hier, une tempête formant des vagues de sept mètres a brisé en deux le *Rena*, porte-conteneurs échoué sur le récif néo-zélandais de l'Astrolabe, depuis le 5 octobre. L'avant du navire est resté en place. L'arrière s'est déplacé d'une trentaine de mètres. Trois cents des huit cents conteneurs encore à bord ont été précipités à la mer. Les autorités ont élargi le périmètre de sécurité autour du navire pour éviter toute collision.

Selon les estimations, il resterait encore 350 tonnes de fioul lourd dans

les soutes du porte-conteneurs. Des risques existent qu'il s'écoule.

Le navire, propriété de l'armateur grec Costamare Shipping Company, battant pavillon libérien, s'est abîmé dans une zone touristique, située à 200 km au sud-est d'Auckland, dans l'île nord de Nouvelle-Zélande. Tout près du port de Tauranga, dans une région réputée pour ses plages paradisiaques. Dans les jours qui ont suivi l'échouement, le fioul qui s'est écoulé du navire a tué près de 2 000 oiseaux marins.

## Vider les camps de réfugiés de Port-au-Prince n'est pas la priorité



Simon Deprez, architecte de l'urgence humanitaire.

Simon Deprez est architecte de l'urgence humanitaire. Il est intervenu après le tsunami en Indonésie, il a étudié la reconstruction de Port-au-Prince, battant en brèche l'idée qu'il fallait vider les 800 camps et reloger au plus vite leurs habitants. « **Ces camps sont actuellement la seule solution qui garantisse un logement aux plus pauvres des Haïtiens.** »

La capitale, rappelle-t-il, s'est historiquement développée par « **spasmes** », à la suite de catastrophes naturelles ou de crises politiques. Certains camps, qui occupent des espaces publics, doivent disparaître. Mais pas tous les autres, disséminés

dans les quartiers dits informels de Port-au-Prince, qui concentrent 80 % des habitants.

Aucun programme de constructions standardisées ne peut s'appliquer ici. « **L'habitat est trop dense, trop complexe.** » Et la priorité des Haïtiens, dit-il, n'est pas le logement. C'est davantage la réduction des risques, le désenclavement des quartiers isolés, l'éclairage la nuit de certaines zones dangereuses - pour les femmes notamment -, la lutte contre les conditions de vie insalubres.

Port-au-Prince est une cuvette bordée de ravines propices aux glissements de terrains. « **Les risques s'y**

accumulent. Il faut stabiliser les terrains. Cela exige de gros travaux. » Quant à la reconstruction des quartiers détruits, elle passe d'abord par la formation des habitants au risque sismique. « **Il s'agit de faire comprendre au plus grand nombre pourquoi une maison s'est effondrée, et en quoi ça n'est pas irréversible.** » C'est, aux yeux de l'architecte, beaucoup plus efficace, et économiquement plus satisfaisant, que de faire venir de l'étranger du préfabriqué.

Bernard LE SOLLEU.

Site Internet : [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)

## Le monde et la France en bref

### Le corps retrouvé chez la reine identifié

Dimanche 1<sup>er</sup> janvier, un promeneur retrouvait le corps d'une jeune femme, dans la propriété royale de Sandringham, dans l'est de l'Angleterre. Hier, la police britannique révélait qu'il s'agit de la dépouille d'Alisa

Dmitrijeva, 17 ans. Originnaire de Lettonie, elle avait été vue pour la dernière fois, le 31 août, dans la ville de King's Lynn, proche de Sandringham. Elle a été vraisemblablement victime d'un meurtre.

### Le FMI douterait de la capacité de la Grèce à s'en sortir

Le Fonds monétaire international (FMI) a de plus en plus de doutes sur la capacité de la Grèce à réduire durablement son endettement farouche, affirme l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Selon une note de l'organisation, soit la Grèce accablée la consolidation de ses finances

publiques, soit les créanciers privés renonceraient à une part accrue de leur remboursement. Le Fonds monétaire international évoque aussi une participation plus grande des pays de la zone euro au plan de sauvetage de la Grèce.

### Grèce : de drôles de maladies qui coûtent cher

Après la découverte de fraudes massives, des milliers de personnes bénéficiant de prestations sociales, pour handicap(s) ou maladies durables vont être inspectés. Le ministère de la Santé a constaté d'étonnantes concentrations de maladies spécifiques dans

certaines régions du pays. Dans la région de Viotia, par exemple, on dénombre un taux étonnamment élevé d'asthmatiques. Les autorisés espèrent faire au moins 250 millions d'euros d'économies sur un budget annuel de 6,2 milliards d'euros.

### Le président allemand soumis aux attaques



Des Allemands ont manifesté devant le palais présidentiel pour demander la démission de Christian Wulff.

Les sociaux-démocrates (SPD) ont encore accru, hier, la pression sur Angela Merkel. Ils appellent la chancelière à la tenue d'élections législatives si le président allemand, soutenu par elle, devait finalement démissionner à cause du scandale le

visant. Chaque jour, la presse allemande distille de nouvelles révélations sur le chef de l'État, Christian Wulff, 52 ans, et le prêt douteux qu'il aurait reçu. Le secrétaire général du SPD a choisi de concentrer ses attaques sur Mme Merkel.

### Nationalisation de Dexia : une des solutions étudiées

L'État français envisage de nationaliser les restes de la banque franco-belge Dexia, démantelée à l'automne. C'est ce qu'affirmait, vendredi, le quotidien *Les Échos*. C'est « une des solutions à l'étude », a nuancé le président

de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, Michel Bouvard. Belgique, France et Luxembourg se sont portés, en octobre, au secours de Dexia en organisant son démantèlement pour lui éviter la faillite.

### Travail du dimanche : Bricorama rappelé à l'ordre

Le tribunal de grande instance de Pontoise (Val-d'Oise) a ordonné, vendredi, à l'enseigne de bricolage Bricorama de ne plus ouvrir le dimanche sans dérogation en Ile-de-France. Si l'enseigne passe outre cette injonction, elle s'expose à une astreinte de 30 000 € par infraction et par établissement. La décision du tribunal, saisi en vertu du syndicat Force

ouvrière (FO) à propos de deux magasins situés dans le Val-d'Oise (Soisy-sous-Montmorency et Taverny), s'applique à l'ensemble des établissements franciliens de Bricorama, soit une trentaine de magasins. Des décisions de justice similaires ont été prises par le passé pour des enseignes concurrentes, comme Castorama et Leroy Merlin.

### Chômage : Pôle emploi accompagne mieux que le privé

Les chômeurs les plus éloignés de l'emploi accompagnés par Pôle emploi sont plus nombreux (43 %) à avoir trouvé du travail huit mois plus tard,

que ceux orientés vers des prestations privées (38 %). C'est ce que révèle une enquête Pôle emploi-ministère de l'Emploi, qui vient d'être publiée.

**En ce moment sur [ouest-france.fr](http://ouest-france.fr)**

MONDE | FRANCE | SPORTS | REGIONS | MA COMMUNE | INFORMATION | FORUM | ACTUALITÉ | LOISIRS

**A votre avis :**  
la Loire-Atlantique devrait-elle être rattachée à la Bretagne ?

Réagissez à l'actualité